



Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à www.scfp.ca/justice-mondiale.

À L'INTÉRIEUR

DES EMPLOIS ÉCOLOS
POUR LUTTER CONTRE LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

P.2

STOPPONS LA MILITARISATION
DES ÉCOLES PHILIPPINES

COLOMBIE : LA PAIX, C'EST PLUS
QU'UN CESSER-LE-FEU

P.3

UN CONGRÈS PRODUCTIF POUR
JUSTICE MONDIALE

P.3

NOUVELLES EN BREF

P.4

Nos syndicats n'abandonneront JAMAIS



LEE SAUNDERS S'ADRESSE AUX PERSONNES DÉLÉGUÉES AU CONGRÈS NATIONAL À VANCOUVER, EN NOVEMBRE 2015

PHOTO JOSHUA BERSON

Le président de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFCSME), Lee Saunders, a livré, au congrès national du SCFP, un discours enflammé sur la force du mouvement syndical malgré les attaques incessantes qu'il affronte.

Monsieur Saunders a su inspirer son auditoire. Il a invité les membres du SCFP à défendre, ensemble, les travailleurs et leurs acquis contre ces

attaques, en précisant qu'il s'agit du combat de notre vie.

« L'affaire Friedrichs est actuellement devant les tribunaux américains. Ce cas menace notre existence même, dit-il. Il prétend qu'un employé ne devrait pas être obligé de verser une cotisation pour profiter de la représentation syndicale. On veut nous priver de notre pouvoir, de nos ressources et de notre capacité à représenter nos membres à la table.

Le un pour cent des super-riches, dans mon pays comme au Canada, veut s'accumuler plus de pouvoir et de richesses, au détriment des familles de travailleurs qui respectent les règles du jeu, qui tentent de mettre du pain sur la table, qui tentent d'offrir une éducation à leurs enfants, qui tentent de bien s'en sortir.

Suite à la page 3

SCFP



LES PERSONNES DÉLÉGUÉES AU CONGRÈS 2015, À VANCOUVER, ON MANIFESTÉ POUR ATTIRER L'ATTENTION SUR LA CRISE CROISSANTE DU CLIMAT

Des emplois écolos pour lutter contre les changements climatiques

En décembre, le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury, assistait à la Conférence de l'ONU sur le climat (COP21). Le SCFP, le Congrès du travail du Canada et d'autres syndicats affiliés ont participé à une assemblée organisée par la Confédération syndicale internationale.

Monsieur Fleury a demandé aux nations, dont au Canada, d'adopter, pour 2020, d'ambitieuses cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) en lien avec les recommandations des scientifiques. « On ne peut plus compter sur la bonne volonté des États : l'accord final doit comporter un processus d'examen obligatoire, dit-il. Cela dit, la lutte contre les changements

climatiques ne doit pas se faire sur le dos des travailleurs, des communautés ou des pays en développement. L'accord final doit donc prévoir une transition juste et équitable vers une économie sans carbone, avec des incitatifs financiers pour les pays les plus pauvres. »

En outre, le secrétaire-trésorier national du SCFP voit, dans la lutte aux changements climatiques, l'occasion parfaite pour créer des emplois écologiques.

« Les services publics sont la source principale d'emplois écologiques, a-t-il affirmé. En développant le secteur public et les infrastructures publiques, on contribuera à atténuer les effets du réchauffement climatique. Le privé est à



LE SECRÉTAIRE-TRÉSORIER DU SCFP, CHARLES FLEURY, À LA CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LE CLIMAT

la source du problème. Les gouvernements et le secteur public doivent faire partie de la solution. »

Le SCFP est signataire du manifeste *Un grand bond vers l'avant*, qui plaide en faveur d'un accord entre la protection

de l'environnement, le développement économique et la justice sociale. ●

Pour plus d'information, voir leapmanifesto.org/un-grand-bond-vers-lavant/

Justice mondiale est publié trois fois l'an pour offrir aux travailleurs et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le fonds Justice mondiale et l'ensemble du SCFP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au scfp.ca/justice-mondiale.

Il est possible de s'abonner à la version courriel de *Justice mondiale*. Visitez le scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp.

Liste des collaborateurs du numéro Hiver 2015 : Cheryl Stadnichuk, Dan Gawthrop, Janet Szliske, Kelti Cameron et Pierre Ducasse. Conception graphique: Marnie Thorp

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à kcameron@cupe.ca.



Stoppons la militarisation des écoles philippines

Les employés des écoles publiques canadiennes et philippines font face à de nombreux défis similaires, surtout dans les questions de privatisation et de PPP, de salaires et avantages sociaux équitables ou des effets des compressions gouvernementales sur les conditions de travail.

Les similitudes s'arrêtent à la violence parrainée par l'État.

Benjamin Valbuena, président national de l'Alliance des enseignants inquiets (ACT) des Philippines, a entretenu le parquet du congrès national du SCFP de la militarisation croissante des écoles primaires et secondaires par le gouvernement fédéral philippin.

Selon M. Valbuena, à la suite d'un décret du ministère de l'Éducation qui autorise les activités militaires dans les écoles, l'armée a converti certains établissements en casernes et en camps. On

constate, depuis, une hausse importante des violations des droits des enseignants, des cadres et des élèves.

« Cette militarisation grandissante est dramatique à Mindanao, dit-il. C'est une attaque contre les écoles et les communautés autochtones. »

Le 1er septembre, des membres d'un groupe armé paramilitaire ont abattu un enseignant et deux syndicalistes dans une école autochtone de Mindanao. Ces assassinats politiques s'inscrivent dans un programme de contre-insurrection du gouvernement Aquino inspiré des États-Unis.

Monsieur Valbuena a remercié le SCFP pour sa solidarité envers l'ACT et son soutien à la syndicalisation du secteur philippin de l'éducation. L'ACT cherche des appuis internationaux pour contraindre le gouvernement Aquino à annuler son décret. ●

Lee Saunders s'adresse aux délégués du Congrès 2015

Suite de la page 1

Or, les règles du jeu ne sont pas justes. À nous, mouvement syndical, alliés, partenaires de coalitions, de clamer d'une seule voix : « ça suffit, c'est assez ». »

Selon M. Saunders, il faut faire une évaluation honnête de nos actions, puis garder ce qui fonctionne et changer

ce qui ne marche pas. Les sections locales de l'AFSCME se sont engagées à rencontrer individuellement 80 pour cent de leurs membres d'ici à leur prochain congrès. « Nous constatons que nos membres sont heureux d'avoir des nouvelles de leur syndicat et qu'ils souhaitent participer au combat », a-t-il dit. ●



BERENICE CELEITA, DE NOMADESC, AU FORUM SUR LA JUSTICE MONDIALE

Colombie : la paix, c'est plus qu'un cessez-le-feu

Le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont plus près que jamais d'un traité de paix qui mettrait fin à cinq décennies de guerres intestines. Les parties discutent ensemble à La Havane depuis 2012.

Or, sans la présence des mouvements sociaux et des victimes du conflit armé à la table, cet accord de paix sera incomplet, selon Berenice Celeita de NOMADESC.

L'organisme colombien NOMADESC est partenaire du projet Justice mondiale du SCFP. Il défend les droits des communautés et des syndicalistes. Il joue un rôle important dans le réseau de défense des droits de la personne dans le sud-ouest du pays.

Selon Mme Celeita, ces 50 ans de guerre ont fait plus de 350 000 morts, dont plus de 3 000 syndicalistes, et déplacé plus de six millions de personnes. La Colombie se classe première au palmarès mondial des décès de syndicalistes et deuxième, derrière la Syrie,

pour celui du nombre de personnes déplacées.

« Les grandes sociétés agricoles ont expulsé des millions de fermiers pauvres de leurs terres, affirme Mme Celeita. Les mineurs artisanaux (des mineurs de subsistance qui ne sont pas employés d'une compagnie minière) ainsi que les communautés autochtones sont contraints d'abandonner leurs terres aux mains des multinationales qui s'installent pour exploiter les ressources naturelles. » Les multinationales détiennent des concessions pour plus de 70 pour cent du territoire colombien.

Pour durer, le traité de paix devra s'attaquer aux inégalités socioéconomiques qu'officialisent les accords de libre-échange, comme l'Accord de libre-échange Canada-Colombie.

Madame Celeita demande à ce que le processus de paix poursuive les responsables des violences, pour rendre justice aux familles des victimes. Les Colombiens veulent la paix, soit, mais aussi la justice. ●

Un congrès productif pour Justice mondiale



L'engagement du SCFP envers la solidarité internationale était palpable au congrès national de 2015 à Vancouver. Nous avons accueilli des sommités du mouvement syndical et social provenant de six pays, en plus d'intégrer la solidarité internationale et les luttes communes aux différentes facettes du programme.

Les membres du comité Justice mondiale ont assisté aux débats entourant les résolutions importantes. Ils sont particulièrement heureux de l'adoption de la résolution 202 qui demande au SCFP national de « présenter un plan financier, d'ici la fin de 2015, qui permet d'assurer, à tout le moins, que notre capacité à financer nos œuvres de justice mondiale est protégée financièrement sur une base continue ».

Les membres du comité sont également heureux de l'adoption de résolutions réclamant des gestes d'opposition à la libéralisation du commerce et de l'investissement. Une résolution réclamant des gestes de solidarité avec les travailleurs migrants au Canada a également été adoptée par les délégués.

1. Répression syndicale en Corée du Sud Les syndicats de la Corée du Sud vivent avec des mesures de répression importantes, alors que le gouvernement sud-coréen bafoue les droits à la liberté de rencontre et d'association. La répression syndicale, d'une sévérité choquante, prend la forme de descentes dans les bureaux syndicaux, où on arrête et emprisonne plusieurs dirigeants et syndiqués.

Les réformes du gouvernement entraîneront une réduction de la rémunération des heures supplémentaires et du salaire des plus anciens employés, en plus de simplifier la procédure de congédiement, d'élargir les modalités du travail temporaire, et d'affaiblir les protections contre la sous-traitance. Ces réformes vont limiter la capacité des syndicats à intervenir lorsque l'employeur modifie les règles du milieu de travail au détriment des travailleurs.

2. Les travailleurs migrants s'organisent En octobre, Coalition for Migrant Worker Rights Canada a lancé une campagne intitulée MoVE (mobilité, voix, égalité). Cette coalition réclame des modifications à la réglementation pour simplifier la vie aux travailleurs qui souhaitent changer d'emploi, ainsi que l'octroi du statut de résident permanent à tous les travailleurs migrants dès leur arrivée au pays.

3. Une collaboration mondiale pour lutter contre la privatisation L'Internationale des services publics (ISP), la fédération syndicale mondiale dont le SCFP est membre, s'affaire à bâtir, pour l'an prochain, un réseau mondial de syndicats pour lutter contre la privatisation. En décembre dernier, le président du SCFP, Mark Hancock, et l'économiste du SCFP, Toby Sanger, ont rencontré les dirigeants des principaux affiliés de l'ISP, à Washington. Ils ont discuté des conséquences de la privatisation sur l'équité des emplois et sur la qualité des services publics, en plus de partager leurs réussites dans la lutte à la privatisation et de planifier la suite de leur collaboration.

4. Commerce et investissement En octobre, des centaines de milliers d'Allemands ont manifesté, à Berlin, pour s'opposer à l'accord de libre-échange américano-européen, encore à l'étude. Cet accord antidémocratique menace la sécurité alimentaire et les normes environnementales. Ce partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) instaurerait la plus vaste zone de libre-échange au monde. Il concernerait 800 millions de personnes.

Plus récemment, alors que l'élite politique mondiale était rassemblée à Paris pour la conférence COP21 sur le climat, 23 négociateurs, dont ceux du Canada, se sont rendus à Genève pour négocier un autre traité commercial secret qui accorderait de nouveaux pouvoirs aux sociétés pétrolières et gazières. Wikileaks a publié un chapitre d'une version préliminaire de l'Accord sur le commerce des services (ACS) qui, s'il est adopté, empêcherait les gouvernements de favoriser les énergies propres (comme le solaire) au détriment des énergies polluantes (comme les sables bitumineux). *Pour plus d'information, voir scfp.ca/ACS*

NOUVELLES EN
BREF

